

RECENSIONS



Thierry GARCIN

La question allemande en Europe depuis l'unification

Paris, L'Harmattan, 2025, 270 p.

Dans cet ouvrage, dense et bien rédigé, agrémenté d'utiles cartes et de schémas éclairants, Thierry Garcin suit ce fil conducteur européen qui permettra de réévaluer la place et le rôle de l'Allemagne depuis son unification de 1990. Docteur en science politique et habilité à diriger des recherches, chercheur associé à l'université Paris Cité, professeur associé à la Sorbonne-Abou Dhabi, maître de conférences à HEC, Thierry Garcin, qui a été producteur délégué à Radio-France (responsable de l'émission quotidienne « Les Enjeux internationaux », *France-Culture*, de 1984 à 2017), est particulièrement armé pour traiter un tel sujet avec profondeur.

Son essai est une approche indispensable puisque l'Allemagne aspire à être le pilier du continent. Non seulement elle est la première puissance économique européenne, mais elle entend en devenir la première armée. Le fait que peu après l'entrée en fonction du nouveau chancelier, Friedrich Merz, l'Allemagne a engagé ses forces armées hors de ses frontières, représente une première historique, en stationnant la 45^e brigade blindée en Lituanie. Avec un effectif qui devrait atteindre 5000 soldats d'ici 2027, cette brigade symbolise un tournant majeur dans la politique de défense allemande et réaffirme sa responsabilité envers la sécurité des pays baltes.

Il y a bien une question allemande en Europe, car le pays a beaucoup évolué depuis une trentaine d'années, souvent brutalement, au point qu'il est nécessaire de remettre événements et choix dans leur contexte et dans leur enchaînement. On pourrait établir une liste de ces grands coups de godille que l'Allemagne a donnés, avec de graves conséquences pour ses voisins et pour l'Union européenne (UE) : reconnaissance unilatérale de la Slovénie et de la Croatie post-yougoslave (1991), décision soudaine sans concertation avec Paris d'abandonner l'énergie nucléaire (2011), accueil instantané de plus d'un million d'immigrés essentiellement syriens (2015), imposition pressante d'un accord sur les investissements avec la Chine en décembre 2020, annonce d'une puissante militarisation pro-américaine au tout

début de la guerre d'Ukraine (27 février 2022) avec le discours du *Zeitenwende* (« tournant », ou « changement d'époque »), plan de 200 milliards d'euros pour les ménages et l'industrie (29 septembre 2022) violant le sacro-saint dogme communautaire de la libre concurrence. L'impression étant que Berlin fait ce qu'il veut, tout seul, quand bon lui semble, et surtout prenant de court tout le monde, forme modernisée de son *Sonderweg* (« cavalier à part »).

Sans désirer passer en revue la politique européenne et internationale de l'Allemagne, Thierry Garcin, qui avoue n'être pas germanophone, a privilégié volontairement un regard français, d'autant plus explicable qu'il n'y a plus guère de symétrie entre Berlin et Paris. En fait, le supposé « couple » franco-allemand, notion brandie à l'envi dans l'Hexagone depuis les années 1980, a vécu depuis très longtemps. La vision confortable d'une certaine Europe « occidentale » est bel et bien révolue malgré la forte poussée néo-atlantiste des années 2020. Mais, même si l'*hubris* allemande ne date pas d'hier, ce constat ne doit pas conduire à un « *German bashing* » ou un anti-germanisme de principe : une étude à charge ne résoudrait que la moitié du problème. Le systématisme serait une faute de méthode, et la germanophobie aussi bien que la germanophilie – les deux faces d'une même pièce – s'exposeraient à pareil travers idéologique.

Dès lors, il a paru plus utile de proposer des regards croisés, lesquels, bien sûr, ne se suffisent pas à eux-mêmes : l'antienne franco-allemande a masqué de nombreux non-dits. De fait, on devrait convoquer les relations essentielles de Berlin avec Londres, Rome et Varsovie, la si diverse Europe septentrionale, etc. Insister aussi sur le poids important, comme en France, de la vie politique intérieure sur la politique étrangère du pays, sur les différentes perceptions des enjeux selon les générations, sur la méconnaissance réciproque. Mais qui trop embrasse... En tout cas, l'Allemagne reste centrale de quelque côté qu'on la regarde.

Parallèlement, depuis ces quelque trente-cinq ans que l'Allemagne est unie, la France n'a pas seulement été déclassée, elle s'est déclassée elle-même. La faute lui en est imputable, même si l'Allemagne, qualifiée il y a peu de « malade de l'Europe », sait objectivement en profiter. Toutefois, il faut noter cet effet de ciseaux : la consolidation de la puissance économique allemande a été contemporaine de l'affaiblissement politique et économique français. Aussi, mettre les deux pays en miroir est-il riche d'enseignements, encore qu'il faille rejeter par principe tout déclinisme français, l'avenir étant par définition ouvert. De surcroît, le devenir de l'Europe communautaire est lié à la volonté des États-Unis, qui n'ont jamais

éprouvé de passion exagérée pour une Europe soudée et autonome. L'élection de Donald Trump pour un second mandat en 2024 l'a illustré.

La manière dont Washington mise ostensiblement sur les États clients de l'ancienne Europe de l'Est (déjà perceptible avec les néo-conservateurs américains à l'aube de l'invasion de l'Irak en 2003) accentue cette division du « Vieux Continent » avec lui-même, d'autant plus que l'odieuse et désastreuse guerre d'Ukraine l'isole encore plus du monde russe – l'Allemagne en a été géopolitiquement la grande perdante européenne. Le président Trump se réjouira d'être inamical, le président Poutine se glorifiera de nous diviser. On assiste donc à une *diminutio capitis* de l'Europe dans son ensemble. La description sur papier glacé d'une Europe heureuse, rituellement servie par les fédéralistes européens, ne résiste pas à l'examen froid des rapports de force intra-européens.

Privilégiant l'approche géopolitique (les politiques de puissance dans un cadre géographique donné, lui-même multi-scalaire), Thierry Garcin s'attache avec talent à recontextualiser à mesure les défis, tant ces aires européennes sont imbriquées, tant la guerre y est dévastatrice (Yougoslavie, Ukraine), tant ces secousses dépendent des grands dossiers internationaux. Il replace à chaque fois la relation franco-allemande dans l'évolution – souvent chaotique – du système international. Cela lui donne une bonne occasion pour retracer l'itinéraire du continent européen depuis la fin des rapports Est-Ouest. Il dégage des périodes clés, replacées si possible dans le « temps long ».

La nouvelle Allemagne ne se limite pas à elle-même ni à sa puissance objective, d'autant plus qu'on y discerne des éléments significatifs et durables de faiblesse, et des vulnérabilités. L'attitude révérencielle que la France entretient souvent avec son voisin est intellectuellement handicapante, et la valorisation de la relation franco-allemande peut être géopolitiquement stérile ou idéologique. En un mot, si l'Europe ne se réduit pas à la question allemande, elle en dépendra de plus en plus. C'est d'une importance capitale pour la France, qui défendra ses intérêts propres en diversifiant ses rapports avec l'Italie, l'Espagne, la Pologne et la Grande-Bretagne.

S.E.M. Eugène BERG



Gilbert ZIEBURA

Les relations franco-allemandes dans une Europe divisée. Mythes et réalités

Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2014, 312 p.

Avant d'étudier la question allemande depuis sa réunification (1990) et depuis la création de l'Union européenne (1992), il peut être pertinent de s'intéresser aux « *mythes et réalités* » des relations franco-allemandes au cours de la période précédente, c'est-à-dire durant la guerre froide (1945-1991) ou, comme le dit bien le titre de cet ouvrage de référence, « *dans une Europe divisée* ». Titre qui aurait toutefois pu préciser qu'il s'agit là de relations françaises et « ouest »-allemandes, une nuance de taille. Il faut dire que les relations officielles entre la France et l'Allemagne de l'Est (RDA) n'ont commencé qu'en 1973 pour s'arrêter en 1990 avec l'annexion – techniquement parlant – de cette dernière par la RFA (Allemagne de l'Ouest). Le chercheur et politologue allemand Gilbert Ziebur analyse et éclaire ici la riche histoire des relations entre France et RFA, tout autant que l'histoire de l'Europe en général et la construction de l'Union européenne, ou encore l'évolution de l'alliance atlantique et de l'OTAN, etc.

Initialement publié en 1970 et réédité en 1997, ce texte a bénéficié d'une nouvelle réédition et traduction en français depuis l'allemand par les Presses universitaires de Bordeaux suite au décès de l'auteur en 2013, et constitue en quelque sorte une contrepartie complémentaire, côté allemand, d'un autre ouvrage français, publié à l'époque de la première réédition, par Georges-Henri Soutou et intitulé *L'Alliance incertaine, les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996* (Fayard)¹. L'ouvrage de Gilbert Ziebur prend plus le temps de développer l'aspect économique et culturel des relations franco-allemandes, et tient aussi plus compte des divers travaux allemands ou anglo-saxons parus sur le sujet.

Nous pouvons identifier plusieurs périodes dans l'histoire de ces relations. D'abord, la période 1945-1958, période durant laquelle la France, entre toutes ses crises (politique, militaire, économique, diplomatique), aurait appliqué à l'égard de la RFA sa politique extérieure qualifiée de « traditionnelle » : maintien d'un contrôle sur la RFA et ses armements, volonté d'utilisation du potentiel

1. Soutou Georges-Henri, *L'alliance incertaine, les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Paris, Fayard, 1996, 504 p.

économique ouest-allemand dans une position subordonnée pour servir les ambitions françaises de demeurer une grande puissance, question épineuse du statut de la Sarre et de la Ruhr occupées après 1945 et des relations de ces dernières avec la France. Une diplomatie issue de l'histoire singulière de ces deux nations et résultat des sanglants conflits mondiaux qui venaient de les voir s'affronter l'une contre l'autre.

Ensuite, la période gaullienne de 1958 à 1969, dont l'échec crucial – les politiques nationales des deux États étant trop divergentes, notamment en matière de politique étrangère – fut masqué par la forte relation personnelle entre le Général de Gaulle et Konrad Adenauer, l'émotion et les symboles forts de l'historique « réconciliation franco-allemande » occultant des divergences contradictoires majeures, d'ailleurs manifestées par le revirement de Schröder par rapport à Adenauer et sa mauvaise relation avec De Gaulle dès ses débuts en tant que chancelier de la république fédérale allemande. De Gaulle prend acte de l'échec du traité franco-allemand de l'Élysée (1963), développe le rôle international de la France, s'oppose à la vision supranationale et strictement économique de la Commission de Bruxelles et défend l'intérêt national, notamment en poussant pour faire entrer l'agriculture française dans le Marché commun.

Puis, la période qui s'ouvre après la démission du Général de Gaulle (1969) jusqu'à la chute du mur de Berlin (novembre 1989) se démarque par l'accentuation des divergences stratégiques, diplomatiques, économiques, entre la France et la RFA, à cause d'intérêts nationaux et de modèles économiques trop différents, voire opposés, et cela malgré toute la volonté politique de leur chefs d'États, dont les initiatives ne parviennent pas à dépasser une coopération et des évolutions « technocratiques » (venant d'en haut) auxquelles les deux peuples sont restés largement indifférents, et qui d'ailleurs le restent encore aujourd'hui. La période se caractérise aussi par le recul progressif des facteurs idéologiques de la guerre froide au profit d'impératifs stratégiques de plus en plus « froids », par quelques pas dans le sens d'une coopération économique et monétaire plus large (SME, institution du Conseil européen), et également par une certaine « fascination » des élites françaises pour le « modèle allemand » (dit de « stabilité monétaire »). Une fascination qui n'a pas de contrepartie outre-Rhin, tout comme de nos jours la notion de « couple franco-allemand » n'existe qu'en France et pas en Allemagne, comme le soulignait Coralie Delaume².

2. Delaume Coralie, *Le couple franco-allemand n'existe pas. Comment l'Europe est devenue allemande et pourquoi ça ne durera pas*, Paris, Michalon, 2018, 235 p.

La plus courte et dernière période commence à la chute du mur de Berlin (1989) et voit, après des négociations cruciales, la réalisation de la réunification allemande (1990), la dissolution de l'URSS (1991) qui propulse le monde dans l'ère post-guerre froide, et s'achève enfin sur la création de l'UE (1992) avec la conclusion d'un traité visant à l'intégration économique et monétaire (UEM), contrepartie exigée par Paris pour accepter la réunification allemande et accepter de bouleverser ainsi un équilibre européen qu'elle estimait lui être plus favorable, exigeant également un pas de plus en faveur de l'« intégration » comme préalable à tout « élargissement » réclamé par Berlin et dont le premier fut l'élargissement à la RDA. La France espérait également mettre sur pied une Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) européenne indépendante, mais l'Allemagne ne l'entendait pas de la même façon puisque concevant son avenir dans un cadre strictement atlantique.

L'« Europe de Maastricht » fut ainsi le résultat et le reflet des négociations, compromis et rapports de force diplomatiques franco-allemands au sujet de la forme que prendrait la réunification allemande, et de l'impact anticipé de celle-ci sur la future position géopolitique des deux pays, surtout de la France qui redoutait naturellement la perspective de se retrouver de nouveau nez-à-nez avec une « Grande Allemagne », qui plus est première puissance économique du continent. Le recul nous permet de dire aujourd'hui que, véritable tremplin géopolitique pour l'Allemagne, l'UE a été facteur d'affaiblissement – pour ne pas dire une catastrophe – pour la France et son niveau de vie, situation qui n'a jamais empêché son élite politique de louer constamment cette construction, et d'en réclamer toujours davantage... En tout cas, l'étude approfondie de cette question des relations franco-allemandes durant la guerre froide permet d'éclairer très largement celles qui suivent et les causes des échecs presque constants et répétés, les limites des diverses tentatives de coopération stratégique, industrielle ou énergétique entre la France et l'Allemagne fédérale.

Liam Sinclair TESSIER



Petar PETROV (préf. David Cumin)
***La politique gazière de l'Union européenne
 avec la Russie. Entre dépendance et diversification***
 Paris, L'Harmattan, 2025, 262 p.

Dès le début de la guerre en Ukraine (février 2022), les vingt-sept pays de l'Union européenne (UE) se sont fixé un objectif ambitieux : réduire drastiquement la part de leurs importations de gaz russe³ d'ici à 2027, lesquelles, avec 140 milliards de m³ par an, leur fournissaient 40 % de leurs besoins.

La Russie envoyait son gaz vers l'Europe par deux routes majeures, depuis le sabotage de *Nord Stream 2* en septembre 2022 en mer Baltique. La première est le gazoduc *TurkStream* et son prolongement, *Balkan Stream*, sous la mer Noire, vers la Bulgarie, la Serbie et la Hongrie. Le second itinéraire traverse l'Ukraine jusqu'à la Slovaquie, qui en est l'un des principaux bénéficiaires aux côtés de la Hongrie, l'Autriche et l'Italie. À l'automne 2024, le président Zelensky décida de mettre fin à ce transit à compter du 1^{er} janvier 2025. De toute façon, le transit de gaz russe vers l'Europe via l'Ukraine avait chuté de près de 2/3 par rapport à 2021, pour atteindre 14,65 milliards de m³ en 2023. Ses exportations quotidiennes vers l'Europe via le territoire ukrainien s'élevaient, courant 2024, à approximativement 42 millions de m³, selon *Gazprom*.

L'Italie a donc augmenté ses achats de gaz à l'Algérie, mais la Slovaquie, elle, de par sa position géographique, n'a pas d'alternative évidente. La part du gaz russe dans les importations de Bratislava se montait toujours à 69 % en 2023, et environ 60 % pour l'Autriche, selon l'UE. Début juillet 2024, Volodymyr Zelensky a indiqué que Kiev était en discussion avec l'Azerbaïdjan, gros producteur de gaz naturel, pour remplacer le gaz russe transitant par l'Ukraine vers l'Europe par du gaz azerbaïdjanais.

Aussi, se sevrer du gaz russe est une opération qui reste délicate, démontre Petar Petrov, enseignant-chercheur à l'Université du commerce et de l'économie de Vienne, dans son étude très précise et bien illustrée, étant donné que l'Union achète 80 % de son gaz naturel à l'étranger : même si ses importations en provenance de

3. Hubaut Leonor, « Ces autres pays producteurs de gaz que l'UE a démarché dans l'urgence », *Le Figaro*, 21 juillet 2022, lien : <https://www.lefigaro.fr/international/ces-autres-pays-producteurs-de-gaz-que-l-ue-a-demarche-dans-l-urgence-20220720> (consulté le 24 juillet 2025).

la Russie ont chuté de 45 % en 2021 à moins de 15 % en 2024, l'objectif de 0 % est loin d'être atteint en ce qui concerne le gaz naturel liquéfié (GNL), transporté par navires. En 2022 et 2023, l'Europe en a importé 14 millions de tonnes (12 à 13 % de ses importations) en provenance de Russie, en partie via *TotalEnergies*, qui détient 20 % du plus grand projet de GNL russe dans la péninsule de Yamal⁴, située dans le cercle arctique. En 2024, les importations européennes de GNL russe ont même repris le chemin de la hausse (+ 7 % au premier semestre 2024), notamment du fait de la France, dont les importations ont plus que doublé par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 2 à 4,4 milliards de m³.

La France, qui clame haut et fort son soutien à l'Ukraine, est aujourd'hui le premier importateur européen de GNL russe. Selon les experts, ses achats font rentrer environ 5 milliards d'euros par an dans les caisses du Kremlin. Un chiffre supérieur à l'aide militaire apportée par Paris à l'Ukraine, d'un montant de 3,8 milliards d'euros en 2022 et 2023. Plusieurs voix se sont élevées, appelant à une interdiction totale des importations de GNL russe, ce qu'autorise depuis avril 2024 un règlement du Parlement européen permettant à chacun des États membres de l'Union de prendre cette décision de façon unilatérale, sans attendre un vote à l'unanimité. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

En juin 2024, les Vingt-Sept ont fait un premier pas timide, en interdisant le transbordement du GNL russe dans les ports européens⁵ (Zeebruges en Belgique, Montoir-de-Bretagne en France...) vers d'autres destinations. À compter de mars 2025, les méthaniers brise-glace russes en provenance de l'Arctique ne pourront plus utiliser les ports européens pour transvaser leurs cargaisons dans des méthaniers classiques à destination de la Chine, de Taïwan, de la Turquie... Cette interdiction, qui vise à limiter les activités de réexportation de GNL russe depuis l'Europe, va leur compliquer la tâche, les obligeant à utiliser d'autres voies maritimes, mais elle ne réduira que partiellement (d'environ un quart) les recettes procurées à la Russie par ses exportations de GNL vers l'Europe, les achats destinés au marché européen échappant aux restrictions. Il est clair que le GNL russe ne peut être remplacé d'un coup de baguette magique. L'Union européenne a certes multiplié les efforts pour diversifier ses approvisionnements, en accroissant ses achats

4. « Le méga-projet Arctique LNG 2 obtient 9,5 milliards d'euros de financements », *Le Figaro* (avec *AFP*), 30 novembre 2021, lien : <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-mega-projet-arctique-lng-2-obtient-9-5-milliards-d-euros-de-financements-20211130> (consulté le 24 juillet 2025).

5. « Le GNL cible de nouvelles sanctions européennes contre la Russie », *Le Figaro* (avec *Agence Option Finance*), 24 juin 2024, lien : <https://bourse.lefigaro.fr/matieres-premieres/le-gnl-cible-de-nouvelles-sanctions-europeennes-contre-la-russie-20240624> (consulté le 24 juillet 2025).

auprès de la Norvège, des États-Unis, de l'Afrique du Nord ou encore du Qatar. Près de la moitié des importations européennes de GNL proviennent désormais des États-Unis.

Le 20 juin 2024, les pays de l'Union européenne ont convenu d'un 14^e paquet de sanctions, comprenant leurs premières restrictions sur le gaz russe. Le paquet interdit les réexportations de gaz naturel liquéfié (GNL) russe dans les eaux de l'UE, mais s'arrête avant d'interdire les importations, comme le bloc l'a fait en 2022, pour le pétrole maritime russe. Certains pays de l'UE importent toujours du gaz par *pipeline* depuis la Russie via l'Ukraine. Cependant, les experts du marché du gaz affirment que la mesure aura peu d'impact car les transbordements de gaz via les ports de l'UE vers l'Asie ne représentent qu'environ 10 % du total des exportations de GNL russe. Le paquet sanctionne également trois projets de GNL russes et comprend une clause conçue pour permettre à la Suède et à la Finlande d'annuler les contrats de GNL avec la Russie, ont déclaré des diplomates.

La Belgique, qui détenait alors la présidence tournante de l'UE jusqu'au 1^{er} juillet 2024 avait déclaré sur la plateforme de médias sociaux X que le paquet « *maximise l'impact des sanctions existantes en comblant les lacunes* ». « *Ce paquet de mesures fortes va empêcher encore davantage la Russie d'avoir accès aux technologies clés. Il privera aussi la Russie de nouveaux revenus énergétiques. Et s'attaquera à la flotte fantôme et au réseau bancaire fantôme de (Vladimir) Poutine à l'étranger* », a déclaré la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

Les pays ont débattu des nouvelles mesures pendant plus d'un mois et ont finalement assoupli l'une des propositions de la Commission visant à prévenir encore plus de contournement, à l'instigation de l'Allemagne. La mesure abandonnée aurait contraint les filiales des entreprises de l'UE dans des pays tiers à interdire contractuellement les réexportations de leurs biens vers la Russie.

S.E.M. Eugène BERG



Yuri FELSHTINSKY

Le complot Da Vinci. Comment Vladimir Poutine tient en laisse Donald Trump

Paris, Cerf, 2025, 267 p.

Qu'un éditeur sérieux, spécialisé en religion et en histoire des idées, ait publié le livre d'un auteur réputé indique bien qu'il s'agit là d'un thème qui mérite réflexion. Historien russo-américain, universitaire, expert internationalement reconnu de l'Union soviétique et de la Russie contemporaine, Yuri Felshtinsky est l'auteur de nombreux ouvrages traduits dans plusieurs langues, dont *Blowing Up Russia*⁶, écrit avec l'ex-espion tué au polonium Alexandre Litvinenko. Peu importe le titre accrocheur, « *tient en laisse* ». J'aurai préféré l'expression employée par les partisans de Napoléon III, qui l'ont porté au pouvoir, en pensant le « *mener par le bout du nez* ». On sait ce qu'il en fut...

On sait de longue date que Vladimir Poutine a subjugué Donald Trump. Il en admire l'habileté, la célébrité, et aimerait peut-être, comme lui, devenir président à vie. De là à dire que le 47^e hôte de la Maison-Blanche est « *tenu en laisse* » est tout simplement un raccourci bien commode. Mais il a le mérite de la clarté, et réveille bien des phantasmes.

Au cœur de l'intrigue : la vente, pour 450 millions de dollars, du *Salvator Mundi*, ce tableau attribué à Léonard de Vinci. A-t-elle scellé le pacte liant le locataire de la Maison-Blanche au maître du Kremlin, cela au nez et à la barbe de tout l'appareil du renseignement américain, qui s'est longuement penché sur la question en recherchant les traces de l'ingérence russe dans l'élection présidentielle de 2016 ? Pour Yuri Felshtinsky tout est clair. Il ne s'agit que de complots politiques, intrigues financières au moyen desquelles le FSB étend sa toile et dicte sa loi. Suivez l'argent ! Et découvrez le *thriller* vrai de la plus incroyable des machinations. Certes, Donald Trump a intéressé les services tchèques dès 1977, lors de son mariage avec le mannequin Ivana Marie Zelnickova, mais cela signifie-t-il qu'il a été « *soutenu par les services russes depuis quarante ans* » ?

Pourquoi le Président américain est-il soutenu par les services russes depuis quarante ans ? Comment, de la *Trump Tower* à sa villa de Palm Beach, les maffieux

6. Litvinenko Alexander, Felshtinsky Yuri, *Blowing up Russia*, Londres, Gibson Square Books, 2007, 352 p.

le sauvent-ils systématiquement de la faillite ? Et comment la vente, pour 450 millions de dollars, du *Salvator Mundi* attribué à Léonard de Vinci a-t-elle scellé le pacte liant le locataire de la Maison-Blanche au maître du Kremlin ? Yuri Felshtinsky nous fait plonger dans le monde secret des oligarques, en décrypte tous les stratagèmes. En décortique tous les complots, et dévoile les dessous d'une géopolitique de la corruption. Une enquête explosive. Un récit haletant qui, des berges du lac Léman à la Principauté de Monaco, nous emmène sur les rives de l'île de Chypre, New York ou Vladivostok.

Faut-il pour autant décrire Donald Trump comme le « *colonel Daniil Fedorovitch Trump* », comme l'a désigné l'ancien président Dmitri Medvedev ? Prêt à abandonner l'Ukraine, l'OTAN et l'Europe – pour un plat de cacahuètes ! – et prêt à transformer l'Amérique elle-même en une nouvelle île de Chypre ?

S.E.M. Eugène BERG



Marie-Cécile NAVES

Géopolitique des États-Unis. 40 fiches illustrées pour comprendre le monde

Paris, Eyrolles, 2025, 184 p.

Cet ouvrage, où Donald Trump figure en page de couverture, fait le point de manière concise et ramassée des États-Unis, soumis désormais, pour le pire et le meilleur, à la tornade Trump, qui confère à la politique un aspect tout à fait nouveau, mélange savamment dosé de spectacle, de proclamations, de brusques décisions, de volte-face, mais toujours animé par cette pensée au fondement du MAGA⁷ : procéder à une réjuvenation de l'Amérique, porteuse d'un message à l'intention du monde.

Alors que l'on a écrit que les évangélistes constituaient la base électorale de Trump, on constate selon les sondages que le pourcentage des 341 millions de Nord-américains estimant que la religion gagne en influence est passé de 37 % en 2002 à 18 % en 2024. On savait que le *melting pot* est devenu depuis des décennies un *salad bowl*, et ce croisement racial tend à s'accroître, l'administration Trump ne comprenant toutefois presque aucune personne de couleur. Doit-on, de ce fait, attribuer le succès électoral et la politique de Trump vis-à-vis de l'immigration au fait que la proportion de la population née à l'étranger (14,3 %) est – après être

7. *Make America Great Again* (MAGA).

tombée à 4,7 % en 1970 – la même que celle des années 1890 (avec 14,8 %) durant la présidence Mc Kinley, que l'actuel président a érigé en modèle ? Quoi qu'il en soit, en 2045 la population d'origine européenne devrait être minoritaire. On relève chaque jour des indices de la montée de la violence : comment peut-il en être autrement dans un pays où il y a 400 millions d'armes individuelles ?

Voilà donc les États-Unis confrontés à une série de défis : obsession identitaire, polarisation politique, persistance des inégalités, délitement de la société rurale et des petites villes de moins de 250 000 habitants (qui ne regroupent que 15 % de la population totale), désindustrialisation, contagion des *fake news*, restrictions à la liberté d'expression, guerre faite aux femmes par tous les moyens, progression du climato-scepticisme...

À peine revenu à la Maison-Blanche, Donald Trump a engagé le bras de fer avec le reste du monde, en brutalisant ses voisins immédiats, en méprisant l'UE, en ménageant la Russie, en s'entendant apparemment avec la Chine, et en oubliant l'Afrique. Alors qu'en 2000 le commerce des États-Unis avec l'Afrique était bien supérieur à celui de la Chine avec l'Afrique, mais ce dernier, avec un volume d'échanges de 250 milliards de dollars par an, est désormais cinq fois plus important, comparé à celui des États-Unis. En dépit de la montée en puissance du seul réel concurrent des USA pour la suprématie globale, les États-Unis conservent bien ses atouts, non seulement dans le secteur militaire, spatial et du cyber, mais aussi dans le domaine des hautes technologies, des industries du divertissement, du *soft power*, du sport, ou encore de la puissance de leurs acteurs privés, du nouveau militantisme moral et sociétal qui les anime, et qui rencontrent bien des échos, en Europe et ailleurs.

S.E.M. Eugène BERG



Jacques BAUD

Guerres secrètes en Ukraine

Paris, Max Milo, 2025, 355 p.

Spécialiste des pays de l'Est, Jacques Baud, ancien membre du service du renseignement stratégique suisse et chef de la doctrine des opérations du maintien de la paix des Nations Unies, poursuit ce qui apparaît déjà comme sa monumentale œuvre sur la guerre en Ukraine, à laquelle il a consacré auparavant quatre livres : *Poutine. Maître du jeu ?* (2022)⁸,

8. Baud Jacques, *Poutine, maître du jeu ?*, Paris, Max Milo, 2022, 384 p.

Opération Z (2022)⁹, *Ukraine entre guerre & paix* (2023)¹⁰ et *L'Art de la guerre russe. Comment l'Occident a conduit l'Ukraine à l'échec* (2024)¹¹, que nous avons recensés en leur temps dans ces colonnes.

S'appuyant sur son expérience – au sein de l'OTAN, il a participé à des programmes en Ukraine, notamment après la révolution de Maïdan entre 2014 et 2017 – Jacques Baud a un talent particulier pour puiser des informations, la plupart ouvertes (à 99 %) afin d'éclairer bien des aspects de cette guerre de trois ans et demi et qui, selon toute vraisemblance, va perdurer. Un commandant ukrainien ne vient-il pas de déclarer qu'elle le pourrait jusqu'en 2030 ? D'où l'intérêt d'une mise à jour – exercice qui n'a jamais été conduit à ce niveau – sur les forces qui agissent dans l'ombre de la guerre en Ukraine, à l'intérieur et à l'extérieur du théâtre des opérations. Quelles sont les opérations clandestines menées depuis trois ans et qui sont inconnues du grand public ? Qui assassine les oligarques dans toute l'Europe ? Comment les services secrets occidentaux aident-ils les Ukrainiens ? Et, plus largement, en quoi diffèrent les conceptions de l'action clandestine, en Russie et en Ukraine ?

Comme tous les conflits, celui qui advient en Ukraine présente plusieurs niveaux. L'un d'eux est visible. Il se manifeste par des destructions, des mouvements opératifs et tactiques, ainsi que par leurs conséquences humaines. Mais derrière cette guerre, il y a un niveau moins apparent et plus discret, qui se déroule sous la surface de l'actualité. C'est la guerre clandestine, ou secrète, alors qu'en vérité elle ne l'est pas vraiment. En français on parle d'« *opérations clandestines* », alors que la littérature anglo-saxonne est plus précise. En effet, celle-ci distingue l'action clandestine (*clandestine action*) et l'action secrète (*covert action*), alors que l'action semi-clandestine est généralement une action d'ingérence dans un pays dans lequel on finance des groupes d'opposition à des fins politiques, ou des instruments d'influence au profit d'un acteur extérieur. C'était le cas notamment de l'action de *lobbies* ou d'institutions officielles, dont les plus connues sont l'USAID – auquel Donald Trump vient de couper les ailes – ou le NED¹², créé en 1983 pour soulager la CIA afin qu'elle se concentre sur le cœur de ses activités, les clandestines.

9. Baud Jacques, *Opération Z*, Paris, Max Milo, 2022, 432 p.

10. Baud Jacques, *Ukraine entre guerre & paix*, Paris, Max Milo, 2023, 320 p.

11. Baud Jacques, *L'art de la guerre russe. Comment l'Occident a conduit l'Ukraine à l'échec*, Paris, Max Milo, 2024, 368 p.

12. *National Endowment for Democracy* (NED).

On trouvera au fil des pages une description extrêmement fouillée des « services » qui se livrent à cette guerre secrète en Ukraine, et plus récemment en Russie. Le parallélisme entre les deux adversaires est assez étonnant. Le SZRU ukrainien (renseignement extérieur) a pour homologue le SVR russe ; le SBU ukrainien, dirigé par le lieutenant-colonel Kyrylo Budanov, qui crève les écrans, concorde avec le FSB russe, tous deux étant successeurs du KGB ; enfin, au GUR ukrainien (renseignement militaire) correspond le GRU russe. Jacques Baud fait défiler les blasons, les drapeaux, les organigrammes, les effectifs, les activités de ces divers organes, ainsi que les moyens matériels dont ils disposent, en écoute, surveillance, cyber, satellites, etc. Ne manque que leurs budgets, le véritable nerf de la guerre. Il n'a pas de mal à montrer, à l'aide de nombreux exemples concrets et des plus récents, que la technologie n'est pas la panacée. Il démonte également le mythe de la transparence du champ de bataille. Jacques Baud ne cache pas qu'à ses yeux les services de renseignement occidentaux, dont il décrit dans le détail la présence et l'action sur les théâtres des interventions, font preuve de lacunes et ont systématiquement sous-estimé tant les objectifs que les opérations russes.

Au-delà de son point de vue traditionnel, son dernier ouvrage est une authentique encyclopédie de ce monde de l'ombre, dont il met à jour bien des faces. De la rupture des câbles sous-marins dans la Baltique aux drones navals en mer Noire, en passant par l'opération de Koursk, les assassinats ciblés, les suppressions des « collaborateurs » des uns ou des autres, aucune action n'échappe à son scalpel. L'œuvre de Jacques Baud représente un véritable couteau suisse qui fend bien des faux semblants ou des slogans creux.

S.E.M. Eugène BERG



Amélie ZIMA

L'OTAN

Paris, PUF, rééd. 2023, 128 p.

La première version de cet ouvrage d'Amélie Zima, docteure en science politique et responsable du programme « sécurité européenne et transatlantique » de l'IFRI, a été publié en 2021 et nécessitait une mise à jour à l'heure de la guerre d'Ukraine. Cette guerre semble rebattre les cartes et effectivement venir fermer l'ère précédente des relations internationales, à savoir la période « post-guerre froide » ouverte par la disparition de l'URSS en 1991 et marquée par l'idéologie de la « fin de l'Histoire ». Ce travail prend appui en partie sur celui de Charles Zorgbibe,

agréé de droit public et également spécialiste de l'OTAN, dont le travail commençait à être daté¹³.

Cette deuxième édition publiée en 2023, c'est-à-dire après le déclenchement de l'« *opération militaire spéciale* » russe en Ukraine et avant l'investiture de Donald Trump à la Maison Blanche, nous permet donc de faire un point d'étape sur l'OTAN après cette rupture dans l'histoire des relations internationales, caractérisée par le développement d'un projet de réforme voire de contestation du système international dont les principes auraient été instrumentalisés au service des États-Unis, ou de l'« Occident » plus largement. La politique suivie par l'OTAN après 1991, détaillée efficacement dans ce « *Que sais-je ?* », est le point de départ et la cause la plus récurrente de ces critiques.

Son intérêt est de faire un bilan après 30 ans de réflexion et de recul sur les transformations majeures de l'organisation atlantique intégrée, avant, mais surtout depuis 1991, et dont il n'a pas toujours été simple de suivre et de comprendre le sens et la portée – que ces transformations soient idéologiques, stratégiques, techniques, institutionnelles, etc. – à commencer par les élargissements successifs de l'organisation en direction de l'Est ou l'extension de ses activités y compris très loin au-delà de la zone OTAN (comme en Afghanistan). Cet ouvrage utilitaire a le mérite de redonner un peu de clarté chronologique et des éclaircissements historiques bienvenus, notamment sur les logiques, les rapports de force internes et externes, les singularités et différentes branches, d'une organisation qui tend – comme toute organisation – à son auto-préservation, voire à son renforcement et sa croissance, qui cherche à s'imposer, ou encore sur les logiques géopolitiques à l'origine de l'attraction que l'OTAN a exercé sur les pays d'Europe de l'Est et sur son repositionnement stratégique de et les élargissements successifs envisagés à partir de la décennie 1990 et réalisés ensuite.

Une organisation qui a donc tout fait pour se transformer, en vue de s'imposer à nouveau comme horizon indépassable de la défense européenne, une fois la guerre froide gagnée, plutôt que de disparaître après avoir rempli son objet... À défaut de disparaître en 1991, les pays de l'OTAN auraient pu et dû parvenir à s'associer équitablement avec la Russie pour construire une organisation garantissant la sécurité collective sur l'ensemble du continent européen (de Lisbonne à Vladivostok), mais n'ont pu s'empêcher ou empêcher de la traiter en vaincue et en ennemie, contraignant la Russie à la méfiance et à défendre ses intérêts en jouant

13. Zorgbibe Charles, *Histoire de l'OTAN*, Paris, Complexe, 2002, 300 p.

du rapport de force. On en subit désormais les conséquences : dépendance stratégique et industrielle de l'Europe envers les États-Unis et l'OTAN, aux intérêts régulièrement divergents de ceux de l'Europe, coût élevé de l'énergie et des importations en la matière, participation matérielle et financière à la guerre en Ukraine, contestation de l'hégémonie occidentale, à laquelle la France est désormais considérée comme associée, par le Sud Global...

Liam Sinclair TESSIER



Mezri HADDAD (Préf. Hubert Védrine)

Du conflit de civilisation à la guerre de substitution

Paris, éd. Jean-Cyrille Godefroy, Octobre 2022, 188 p.

Le dernier texte de Mezri Haddad¹⁴, observateur assidu de la presse française et internationale comme de la géopolitique, intitulé *Du conflit de civilisation à la guerre de substitution* et dont Hubert Védrine a signé la préface, est dédié à une priorité d'ordre existentiel pour la France : la nécessité d'opérer la « distinction de l'ami et de l'ennemi », critère même du politique chez Carl Schmitt. Ces ennemis de la France, qui sont-ils ?

Le terrorisme islamiste, d'abord, mais également le trop souvent occulté « islamisme » dit « modéré », celui du Pakistan, de la Turquie, des Frères musulmans, d'*Al-Jazeera*, etc. – idéologie politique que l'auteur se garde de confondre avec l'« islam » – caractérisé par un « antagonisme profondément séparatiste », menant à une « guerre de civilisation » interne, et une guerre de « substitution », à laquelle s'expose dangereusement l'Europe (« ventre-mou » spirituel de l'Occident), et tout particulièrement la France.

La France s'y exposerait autant par le haut (Sciences Po, influence des campus étudiants américains ou de la gauche américaine par exemple) que par le bas (banlieues et culture populaire, etc.) grâce à la complaisance et la lâcheté (pour ne pas dire la complicité) de ses « élites » aussi bien politiques qu'intellectuelles, et tous bords confondus... À savoir cette catégorie de la population française qui célèbre de tout son verbe le patriotisme et le nationalisme quand ils nous viennent d'Ukraine ou des États-Unis, mais qui les exècrent lorsqu'ils proviennent de France... rejetant

14. Ex-diplomate tunisien, philosophe, politologue, journaliste et essayiste, Mezri Haddad est spécialiste du christianisme, de l'islam, de l'islamisme, ou encore des printemps arabes et de la révolution tunisienne. Il est le fondateur du Centre International de Géopolitique et de Prospective Analytique (CIGPA) et membre du comité des consultants de la revue *Politique internationale*.

purement et simplement « *le souverainisme, cet autre nom du patriotisme que la classe politique et intellectuelle n'osait plus exprimer depuis la disparition du plus illustre des patriotes, le général de Gaulle* ».

L'auteur n'oublie pas de nommer l'autre ennemi existentiel de la France : l'impérialisme américain, un ennemi pas aussi souvent identifié que le premier par nos compatriotes, bien qu'il soit particulièrement actif à l'endroit de la France (obstruction à nos intérêts stratégiques et économiques, critique de notre modèle universaliste par les tenants du « multiculturalisme », sans oublier le financement – voire la création – de l'islamisme, lui-même ennemi de la France et des autres pays occidentaux). Cet ennemi (l'impérialisme américain) aurait développé une nouvelle dimension de nuisance depuis la guerre dite « russo-ukrainienne », que l'auteur qualifie plus justement de « *guerre russo-américaine par Ukrainiens et Européens interposés* », destructrice, contraire à nos intérêts et préjudiciable à la paix et la sécurité internationales. Il s'agirait d'un second conflit de civilisation, externe cette fois-ci, entre l'« Occident collectif » (déchristianisé) et la Russie (orthodoxe et conservatrice) et plus généralement avec le « Sud Global » (ou « *trinôme confucéen-orthodoxe-islamique* », si l'on n'omet pas l'Inde et d'autres acteurs régionaux émergents). Un prétendu conflit « de civilisation », externe, qui serait la condition *sine qua non* du maintien de l'hégémonie américaine qui s'exerce tout particulièrement sur ses « alliés » européens, l'Europe constituant la « *tête de pont* » de l'Oncle Sam en Eurasie en vue de la domination géopolitique globale... Cette logique d'affrontement portée par les néo-conservateurs américains serait d'ailleurs moins due à Samuel Huntington (souvent mal lu) qu'à Bernard Lewis. Selon Mezri Haddad, le déclin américain fait qu'ils seront la dernière superpuissance dans un monde de plus en plus multipolaire, où le centre de gravité du rapport de force se déplacera du centre vers la périphérie.

Loin de céder au pessimisme, il faut dire que l'humanisme (européen) pourrait encore sauver le monde de l'*hubris* des « Léviathans », que la guerre en Ukraine pouvait et devait être évitée, que notre intérêt national serait de développer une grande politique russe, terrorisme international et impérialisme étasunien étant d'ailleurs deux ennemis existentiels que nous avons en commun ! Dire aussi que la France n'est jamais mieux respectée que lorsqu'elle est elle-même, c'est-à-dire indépendante, souveraine. Assujettie à Washington, prête comme elle à se battre « *jusqu'au dernier Ukrainien* », la France serait prise dans un « *aveuglement suicidaire* » la détournant de ses ennemis et du besoin qu'elle a de combler son vide spirituel. Ce dernier est-il le fruit du déclin des valeurs fondées sur la religion, de

l'hédonisme ou encore de l'atomisation sociale portée par le système libéral-capitaliste occidental, s'interroge Mezri Haddad ? Voilà en tout cas tout un nombre de « brèches » dans lesquelles nous pouvons supposer que s'engouffrent ces idées de « *substitution* » et de très haute dangerosité pour la cohésion de l'être français.

Cet essai abondamment référencé et garni de deux riches annexes est un rudement efficace travail d'analyse « au jour le jour » des vagues de mensonges, semi-vérités, déformations et fantasmes dans nos médias contre la Russie et ses dirigeants depuis février 2022 – véritables « quarts d'heures de la haine » – à l'inverse de Zelensky, glorifié en « héros de la liberté » aux dépens de la vérité historique, bien plus nuancée et sans la compréhension de laquelle ce conflit resterait incompréhensible.

Si l'auteur, fin lecteur d'Huntington, Brzezinski, De Gaulle, Weber, Védrine, Aron, Todd, Soljenitsyne, Poutine lui-même et d'autres encore, a attendu février 2025 pour nous communiquer cet essai, paru en octobre 2022, c'est parce qu'il considérait que le marché était alors saturé d'ouvrages sur le sujet, avec aussi une pression très forte sur toute thèse politiquement incorrecte car contredisant la « *symphonie atlantiste* », ou encore parce que dénonçant la « *russophobie primaire* » à l'œuvre en Occident. Peu remarqué à sa sortie, le recul offert par cette troisième année de guerre en Ukraine est une période beaucoup plus favorable à ce genre d'analyse précise et documentée, à froid, replacée dans le temps long et bien mieux équilibrée que celles de nos médias de « *désinformation* » nationaux... Dès lors, ne nous étonnons pas de voir que cet important travail n'ait pas reçu toute la promotion médiatique escomptée : un véritable pavé dans la mare contrevenant au narratif dominant, écrit qui plus est par un auteur dont l'érudition est largement reconnue et contredite par personne, et en plus de cela inassimilable aux extrêmes politiques, à l'amateurisme ou au complotisme... Quoi de plus gênant ? Circulez, il n'y a rien à voir !

Liam Sinclair TESSIER



Éric BRANCA

L'ami américain. Washington contre De Gaulle (1940-1969)

Paris, Tempus Perrin, rééd. 2022, 516 p.

Fruit d'un minutieux et indispensable travail d'étude des archives américaines déclassifiées, Éric Branca, journaliste et historien spécialiste du gaullisme et des services secrets, s'est intéressé ici de très près à la véritable « guerre » menée avec acharnement et pendant presque trois décennies (1940-1969) par l'« ami » américain (CIA, présidents, secrétaires d'État, ambassadeurs, médias américains ou médias et partis politiques français à leur discrétion, etc.) précisément contre la personne du Général de Gaulle, et à travers ce dernier contre l'idée d'une France et d'une Europe devant être indépendantes des États-Unis, l'intégration européenne et atlantique correspondant aux objectifs stratégiques américains durant la guerre froide. D'autres sujets rendaient De Gaulle gênant pour les stratégies américains tels que sa volonté de réforme du système monétaire international fondé sur l'hégémonie du dollar.

Éric Branca répertorie avec brio tous les actes de cette « guerre contre De Gaulle », depuis les manœuvres des « alliés » contre la France libre après la défaite de 1940, jusqu'aux manifestations de mai 1968 et l'échec du référendum de 1969 – alimentés et soutenus par les Américains, documents à l'appui –, en passant par les obstructions à la participation de la France libre à la Victoire de 1945 et contre le développement d'une force de dissuasion nucléaire indépendante, le soutien médiatique et politique direct aux « pères fondateurs » de l'Europe supranationale et fédéraliste (dont le premier d'entre eux, Jean Monnet, est un agent américain avéré) et autres ennemis déclarés de l'indépendance nationale, sans oublier le financement continu des opposants du Général, l'alimentation des troubles algériens (notamment du fameux massacre de Sétif en 1945) et en général le sabotage des tentatives de développer l'indépendance stratégique de l'Europe vis-à-vis des États-Unis (par une attraction et une mainmise américaine sur le Royaume-Uni et la RFA) et un lobbying acharné pour faire entrer le « cheval de Troie » britannique dans la CEE et en faire une zone libre-échangiste ouverte à leurs exportations...

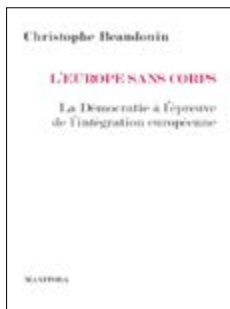
L'ouvrage constitue un moyen efficace pour se soigner d'une certaine conception faussée mais très répandue selon laquelle les Américains auraient exercé à notre rencontre une « hégémonie bienveillante », surtout durant la guerre froide, et que les intérêts américains et européens (ou français) seraient alignés, voire

identiques, dans la perspective d'une défense de l'« *Occident* », un concept-piège dont la conséquence est de justifier la domination militaro-industrielle américaine et de masquer la réalité historique et géopolitique : la divergence, voire l'opposition entre les intérêts géopolitiques et stratégiques étasuniens et européens.

De toutes ces confrontations, on peut dire que le Général de Gaulle est sorti vainqueur : statut et rôle de la France à la Libération et la Victoire, restauration relative de sa puissance sur le plan international, développement de la force de frappe nucléaire indépendante, modernisation du pays et de l'armée, inclusion de l'agriculture dans le Marché commun et résistance à l'entrée du Royaume-Uni, réussite de la politique de Détente, sortie du commandement intégré de l'OTAN en 1966... et cela malgré quelques échecs en matière européenne (échec des plans Fouchet ou encore du traité franco-allemand de l'Élysée), tout cela durant une période parmi les plus délicates de notre histoire (libération, guerres de décolonisation, guerre froide). Les stratèges américains obtiendront finalement leur revanche en contribuant à alimenter les troubles de mai 1968 ainsi que l'opposition au Général de Gaulle lors du référendum perdu (avril 1969) qui conduira à son départ définitif du pouvoir.

La constance et l'ampleur des moyens de pression politique mis en œuvre contre lui par l'*establishment* américain montrent toute la subtilité et la puissance de ce dernier, mais également ses limites : un chef d'État debout et droit, qu'on écoute, appuyé sur un pays solidement en place et un peuple qui le soutient, capable de dire « non » et de défendre son intérêt national. Ces pressions furent en tout cas si fortes qu'elles eurent rapidement raison des successeurs de De Gaulle à l'Élysée, de Giscard jusqu'à Macron, qui abdiqueront chacun par la suite et progressivement cet héritage, un pan après l'autre, manifestant et révélant toujours plus la force de caractère et la profondeur de vues du Général et indiquant le chemin qui devra être suivi à l'avenir par une France et une Europe qui se voudraient indépendantes de l'extérieur en général, et indépendantes de « *l'ami américain* » en particulier.

Liam Sinclair TESSIER



Christophe Beaudouin

L'Europe sans corps, le défi démocratique

Paris, Manitoba-Les Belles Lettres, 2025

Il n'est de période plus révélatrice que les temps de crise : c'est dans les accélérations du réel que se laissent entrevoir les lignes de force souterraines qui façonnent le nouvel ordre européen. Les deux décennies écoulées depuis le « non » référendaire français au projet de traité constitutionnel, ouvertement ignoré par les promoteurs du traité

de Lisbonne, resteront sans doute dans l'histoire comme celles où l'Europe et ses démocraties ont définitivement basculé dans un nouveau régime bâti sans bruit et touche par touche au fil des décennies, et décrit dans ces pages par Christophe Beaudouin comme une « Technocratie de marché ». Nos crises, successives ou simultanées, réelles et artificielles, attendues ou provoquées, auront en tous cas servi de catalyseur à des transferts de pouvoirs et à des innovations institutionnelles inouïes, y compris au sein des États-membres, qu'il faut désormais comprendre, selon l'auteur, au sens organique de « démembrement ». « Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise. » écrit Jean Monnet dans ses *Mémoires*. Nous y sommes. Le droit européen est aujourd'hui *de facto* plus étendu que le droit fédéral de n'importe quel État fédéral au monde. C'est donc peu dire que l'antique querelle entre fédéralistes et souverainistes, entre « plus d'Europe » ou « moins d'Europe » est éclipsée par la question du consentement à gouverner. Pourtant, derrière le *decorum* de ses institutions supranationales et les coups de menton de ses représentants, l'Union aux compétences si larges et au droit impérieux et direct a-t-elle vraiment le pouvoir ? Ne joue-t-elle pas le rôle de toute bureaucratie : dissimuler, servir de conduit en même temps que de paratonnerre au pouvoir réel ? L'Union qui traduit consciencieusement dans son droit et ses politiques des agendas globaux, est-elle le laboratoire de la gouvernance mondiale en gestation ? L'ouvrage nous conduit à considérer que sous la lumière crue des événements dansent les ombres d'autres acteurs de ce réseau de gouvernance – organisations supranationales, multinationales, puissants fonds d'investissements, *think-tanks* globalistes, agences étrangères. La grande ironie de ce temps où l'on invoque une chimérique « souveraineté européenne », c'est qu'ici, contrairement au reste du monde, la souveraineté n'a plus de visage, plus de nom, plus d'adresse, plus de corps, pas de peuple.

En fait de construction européenne, ce processus, fruit de la révolution managériale qui a conquis l'Occident, change le sens même de la liberté politique en déconstruisant à la fois la démocratie et l'Europe. Un « déficit structurel », un *kra-tos* sans *dèmos* dénoncé par la Cour constitutionnelle allemande. Chacun sent bien que les démocraties nationales, elles-mêmes depuis longtemps rongées de l'intérieur, ne parviennent plus à couvrir du manteau de leur propre légitimité des actes et des politiques décidés largement hors d'elles.

L'analyse ne pouvait donc plus longtemps, sans s'aveugler elle-même, faire l'économie d'une mise en perspective avec les métamorphoses rapides, silencieuses et radicales du pouvoir et du droit depuis une trentaine d'années sous l'effet de la globalisation ; l'auteur s'y atèle donc avec une grande précision dans ses développements, une érudition sans limite visible ainsi qu'une clarté très appréciable dans ses démonstrations. Le Politique y a cédé la place à la Technique, et la souveraineté nationale et populaire à la culture hors sol de l'individu de masse. L'Europe, elle, n'aura été qu'un intermède. Dans ce nouveau régime, le pouvoir n'a pas simplement changé d'échelle, il a changé de forme, de mains et de buts. La perversion de nombreuses catégories juridiques par les discours officiels et les slogans vides du « bien-penser » nécessite de revenir aux sources et aux principes qui sous-tendent la théorie de l'État et celle de la démocratie. Il est tout aussi indispensable de mesurer sans crainte de choquer, l'étendue de la neutralisation du pouvoir souverain, d'analyser le phénomène de la sortie du politique pour le normatif, de comprendre ce qui sépare la démocratie vivante de la citoyenneté abstraite définie par un juge, ou la démocratie des droits illimités plutôt que celle des peuples, de mesurer ce qui distingue la représentation démocratique du lobbying, de réfléchir sur l'impassibilité du politique devant le juge supranational, d'observer l'importance des transferts de compétence dès lors que souveraineté et démocratie ne sont pas simplement puissance, elles exigent aussi une substance. Christophe Beaudouin nous invite donc à une réflexion passionnante sur cette transformation de fond qui ne dit pas son nom.

CR